

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing: Trois mois... Six mois... Un an...

L'abonnement continue, sans avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: J. WEROUX

Le Nord de la France:

Trois mois... Six mois... Un an...

ANNONCES: 15 centimes la ligne

RECLAMES: 25 centimes

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.

ROUBAIX, 1^{er} DÉCEMBRE 1870

Voir aux dernières nouvelles

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Londres, 30 novembre.

Le Times a confiance dans les bons desirs de la Prusse dans la question d'Orient. Il verra avec satisfaction toute démarche favorable à la paix.

Le Standard dit que la conférence ne peut pas avoir lieu sans que la France soit représentée, l'Angleterre ne saurait accepter sans cette condition.

Le Daily-News croit que les Français firent une reconnaissance les 27 et 29 novembre à Choisy-le-Roi et furent repoussés.

La Turquie n'a pas encore accepté la conférence mais elle ne s'oppose pas à la demande de la Russie.

Tours, 29 novembre.

Plusieurs affirmations contenues dans la dépêche prussienne de Versailles du 27 sont inexactes. Les Français n'ont pas évacué Landon, ni Mézières dans la forêt d'Orléans, la ligne française étant, le 25 novembre, à 45 kilomètres en arrière de ces points qui ont été pris par les Français le 27.

Il est également inexact qu'un général français ait été fait prisonnier. La nouvelle publiée par le Constitutionnel annonçant un engagement heureux du côté de Patay est inexacte.

Il est confirmé qu'un détachement prussien signalé au sud-ouest de Vendôme était un détachement isolé ayant perdu son chemin.

Les forces prussiennes du côté de Vendôme se rapprochent de Chateaudun où la droite prussienne paraît se concentrer.

La Gazette de France dit que le général Crouzat, qui a poussé une pointe du côté de Pithiviers, a soutenu un combat heureux contre l'ennemi.

M. de Kératry est arrivé à Tours aujourd'hui. Il a adressé une lettre le 28 novembre à M. Gambetta dans laquelle il donne sa démission de son commandement. Le général Bourbaki est nommé au commandement du 19^e corps d'armée.

Versailles, 29 novembre.

Le gros de l'armée de la Loire a fait hier un effort violent pour se frayer un passage dans la direction de Fontainebleau et se heurta aux environs de Beauné et La Rolandes sur le dixième corps allemand, renforcé par la cinquième division et première division de cavalerie. Les Allemands repoussèrent les ennemis avec beaucoup de pertes en morts et blessés et surtout de prisonniers.

St.-Petersbourg, 30 novembre.

Le message du gouvernement, mentionnant les adresses à l'empereur, affluant de toutes parts, dit que le lien entre l'empereur et le peuple est indétruite, que la puissance de la Russie est inattaquable; elle ne craint pas les coalitions ennemies publiques et secrètes.

Le gouverneur du Caucase est arrivé. Un télégramme de Berlin, publié par le Times, relatif aux prescriptions données par le ministre russe aux journaux de St.-Petersbourg, est contredit. Le gouvernement au contraire a rappelé à la presse que la Russie maintient la stricte neutralité.

Versailles, 29 novembre.

Le Roi et la Reine Augusta. Frédéric-Charles annonce qu'un combat d'hier a été une vraie déroute pour la plus grande partie de l'armée de la Loire.

Le 20^e corps et probablement aussi le 18^e et des parties des 15^e et 16^e corps de cette armée étaient en ligne.

Suivant le rapport, les Français avaient 70,000 hommes en ligne.

L'ennemi a laissé 1,000 morts sur le champ de bataille, plus de 4,000 seraient blessés; 4,600 prisonniers non blessés, nombre qui augmente continuellement, sont entre nos mains. La perte entière ennemie est bien de 7,000 hommes.

Aurelles serait blessé.

Nos pertes: 1,000 hommes, peu d'officiers.

Par cette victoire, l'ennemi a continué sa retraite.

Dans la nuit du 28 au 29 et dans la matinée du 29, canonnade violente des forts de Paris, forte sortie appuyée par les canonnières de la Seine contre l'Hap et le sixième corps. Simultanément petites sorties en divers endroits. L'ennemi a été repoussé partout victorieusement. Nous avons capturé plusieurs centaines de prisonniers; nos pertes sont de sept officiers et cent soldats.

Versailles, 29 novembre.

(Officiel.) C'est seulement aujourd'hui que nous pouvons fixer l'importance des combats livrés hier.

La plus grande partie de l'armée de la Loire a subi une défaite complète.

Berlin, 29 novembre.

L'Angleterre accepte la conférence ad hoc pour régler l'incident d'Orient, sous la condition que la Russie donne des explications suffisantes sur la forme de la circulaire du prince Gortschakoff.

Berlin, 29 novembre.

La Gazette nationale, en parlant du nouvel emprunt, annonce qu'il sera émis d'abord à 50 millions à 5 p. c. remboursables en 5 ans.

Le Consortium a offert de souscrire pour 34 millions; 17 autres millions lui seront réservés.

Les titres seraient en thalers et livres sterling.

Le cours de l'émission sera probablement de 95.

Berlin, 30 novembre.

La Correspondance provinciale dit que la question de la mer Noire approche de plus en plus d'une solution pacifique.

La proposition de conférence, faite par notre gouvernement en vue de discuter la question, a rencontré le consentement de la Russie et de l'Angleterre.

Après que les autres puissances auront pris leur décision, la conférence se réunira sans délai à Londres.

En présence des dispositions conciliatrices de toutes les puissances intéressées dans la question, on peut à peine douter que les discussions n'aboutissent pas à une issue pacifique.

Versailles, 29 novembre.

L'ennemi, qui a été battu près d'Amiens, fuit en pleine déroute vers le Nord, poursuivi par nos troupes. Encore quatre canons ont été trouvés dans ses retranchements.

En suite de la victoire du 10^e corps d'armée, l'ennemi a continué sa retraite.

Vienne, 29 novembre.

La Correspondance Warrens dit: La surprise venue de Saint-Petersbourg donne à croire qu'à une autre période quelconque, on doit être préparé à apprendre quelque chose d'inattendu de ce côté.

Le sentiment d'incertitude qui naît de cet état de choses oblige l'Europe à se trouver prête à la défense, si la nécessité s'en faisait sentir.

Londres, 30 novembre.

Le Times mentionne le bruit que le roi de Prusse et Napoléon III ont signé un traité de paix. Napoléon donnerait Strasbourg et Metz, et reviendrait à Paris à la tête de l'armée française prisonnière en Allemagne.

Les journaux anglais publient les dépêches suivantes:

Versailles, 27 novembre.

« On peut espérer une prompte solution de la difficulté soulevée par la Russie sur la base d'une conférence, qui aurait lieu à Londres, et du retrait de la note russe.

« On a proposé Constantinople et Saint-Petersbourg, et finalement Londres qui a été accepté aussitôt par M. de Bismark.

« On pense que la Russie cédera volontiers à une représentation amicale et à une conférence ainsi que le propose la Prusse.

St.-Petersbourg, 28 novembre.

« D'après des informations sûres de Constantinople, le Sultan et le grand vizir envisagent la situation très mo-

dérément et ne regardent pas la note du prince Gortschakoff comme pouvant mettre en péril les intérêts turcs. On dit qu'ils sont à la recherche d'une solution conciliante.

Berlin, 28 novembre.

Le docteur Bamberg, précédemment consul général de Prusse à Paris et qui réside ici depuis l'explosion de la guerre, a été mandé au quartier-général du Roi pour faire un rapport sur la question de l'Alsace et de la Lorraine.

Vienne, 28 novembre.

« On annonce ici, mais non pas d'après une autorité qui met l'authenticité du fait hors de contestation, que le comte de Bismark, d'après le désir du roi, a écrit au prince Gortschakoff pour insister sur l'espoir que la Russie acceptera la médiation de la Prusse relativement aux griefs articulés au sujet du traité de Paris, et pour promettre dans le cas de l'assentiment de la Russie, que la Prusse exercera son influence de façon à amener des modifications du traité acceptables par le gouvernement russe.

(Daily Telegraph.)

Une dépêche de Tours, en date du 29 novembre, annonce que M. de Kératry a adressé sa démission à M. Gambetta. Le général Bourbaki a été nommé au commandement du 19^e corps d'armée.

Voici comment s'exprime l'Union à propos de la surprise qu'excite la mobilité remarquée dans les missions confiées à nos chefs de corps:

« A peine tel général a pris son commandement qu'un ordre le lui ôte; il commençait à être connu de sa division; il disparaît. Nous avons peine à croire que cette mobilité soit de nature à donner du nerf à la discipline et de la confiance aux soldats. Depuis quatre mois nous voyons les mêmes noms à la tête des corps envahisseurs; et cela seul est une force.

« Le changement perpétuel de person-nages militaires est-il une force égale? »

« Les hommes du métier le savent; nous nous bornons à en douter. »

Le Times annonce, que le roi de Prusse et l'ex-empereur Napoléon ont signé un traité de paix, stipulant l'abandon de Metz et de Strasbourg à l'Allemagne. L'homme de Sedan, le complice et l'auteur des triomphes de la Prusse rentre-rait à Paris à la tête de l'armée prison-nière!!! — S'il était possible d'admettre qu'une semblable ignominie puisse être imposée à notre malheureux pays, la France ne supporterait pas un seul instant le joug que Bismark, pour mettre le comble à son arrogance, veut lui imposer.

Le retour en France de celui qui a déposé son épée aux pieds du roi de Prusse, serait le signal de la plus effroyable guerre civile. Peut-être est-ce là le but que se propose d'atteindre le grand chan-celier? — Nous verrons bien si les sol-dats vendus à Sedan et à Metz prêteront la main à cette nouvelle honte.

Quelques journaux payés pour insulter à l'honneur et à l'héroïsme de l'illustre mar-chal de Mac-Mahon, ont prétendu que celui qui ne s'est pas rendu sans com-batte, vient d'accepter la honteuse in-vitation de se rendre à Wilhelmshöhe. Cette nouvelle infamie, éditée par ordre de Bismark, vient de recevoir son châ-timent et c'est une femme française, c'est la femme de celui à qu'on a osé proposer de se joindre à des traîtres qui a répon-du avec une noble indignation aux agents prussiens.

Les dispositions pacifiques de l'Angle-terre semblent faire croire que l'incident russe, est à la veille d'entrer dans une voie pacifique. Il n'y aurait plus à en douter si, comme on l'affirme, la Prusse se serait engagée à prêter aide à la Rus-sie. Les journaux prussiens s'indignent d'une telle supposition. On sait ce que peuvent valoir de pareils sentiments.

On lit dans la Gazette de Cambrai:

Les deux corps d'armée qui faisaient le siège de Thionville et de La Fère, ren-dus libres par la capitulation de ces deux places, vont sans doute continuer leurs opérations dans les cercles respec-tifs où ils agissent.

Déjà on annonce la marche vers Longwy et Mézières de l'armée qui as-siégeait Thionville; celle de La Fère va

vraisemblablement s'avancer vers le Nord; la première opération pourrait bien être le siège de Cambrai.

« Que tout le monde se prépare donc à faire son devoir.

La perte d'Amiens interrompt nos communications par chemin de fer avec le centre et le midi de la France.

Un service de paquebots, allant, sui-vant la tournure que prendraient les évé-nements militaires, de Calais à Caen, à Cherbourg, Brest ou Saint-Nazaire, va être immédiatement organisé pour le transport des voyageurs et des corres-pondances.

On lit dans une correspondance de l'Indépendance:

Toulouse, 23 novembre.

Notre camp, organisé avec une activité fé-brile, commence à prendre une physionomie respectable. Tous les gardes nationaux mo-biles de l'extrême Midi et du Sud-Ouest ont reçu l'ordre de s'y rendre. On nous annonce pour demain deux régiments du Tarn qui four-niront un contingent de huit à neuf mille hommes.

Nous avons vu arriver ici, il y a quelques jours, 1,400 mobilisés de la Côte-d'Or. On ne sait trop pourquoi on leur a fait faire ce voyage dans un moment où leur propre pays est envahi. Doivent-ils faire partie de notre camp, dont la composition ne serait pas alors exclusivement méridionale? S'agit-il d'un autre rassemblement de troupes, qui se-rait fait sur un point non encore désigné et en vue d'une destination qui nous est incon-nue? On se perd en conjectures sur le fait.

En attendant que l'on sache à quoi s'en te-nir, notre population a accueilli tout à fait cordialement ces braves enfants de la Bour-gogne qui sont parfaitement armés et équi-pés.

Le chef de bataillon Demay, qui a été fait général de division de l'armée auxiliaire, avait mission d'organiser et de commander le camp de Toulouse, en collaboration avec M. Lissagaray, est en grande faveur auprès du parti républicain. Cette sympathie date de 1848; on se souvient, en effet, qu'à cette époque un lieutenant des chasseurs de Vin-cennes, nommé Demay, eut maille à partir avec l'autorité militaire parce qu'il se portait comme candidat du parti socialiste à Paris pour des élections supplémentaires de l'As-ssemblée constituante, ce qui lui valut un assez grand nombre de voix, pas assez toute-fois pour être nommé.

Le nom du lieutenant des chasseurs de-vient populaire, et il paraît que sa popularité, plus heureuse que beaucoup d'autres, n'est pas encore effacée. On remarquera que de 1848 à 1870 l'avancement de M. Demay n'a pas été très-rapide, ce qui prouve au moins en faveur de son indépendance. Mais il vient de regagner le temps perdu.

Nous avons reçues nouvelles de l'ambu-lance que nous avons envoyée à notre régi-ment des mobiles de la Haute-Garonne. Elle est arrivée sur le théâtre de la guerre et se tient toute prête à rendre de bons services.

Londres, 29 novembre.

On m'assure qu'au conseil de cabinet tenu hier, lord Granville a lu, à ses collègues le projet de sa réponse au second office du prince Gortschakoff. Cette réponse aurait été approuvée à l'unanimité. On m'a dit de plus que, contre toute attente, lord Granville ne de-mande pas le retrait de la première dépê-che du prince Gortschakoff, mais qu'il se borne à déclarer à la Russie que si elle com-met un seul acte dénotant qu'elle veut ma-tériellement poursuivre sa dénonciation du traité de 1856, les puissances garantes de ce traité s'y opposeront par la force.

Hier soir, à l'issue du conseil, lord Gran-ville est allé à Windsor pour soumettre à la sanction de Sa Majesté la réponse arrêtée en conseil, au second office du chancelier russe. Cette réponse, dont le contenu a été télégraphié à M. Odo Russel, notre représen-tant au quartier-général du roi de Prusse, à Versailles, devait partir, dit-on, par le cour-rier de ce soir pour Saint-Petersbourg.

Il paraît certain que le comte de Bismark a échangé avec le prince Gortschakoff une correspondance dans laquelle, pour sa part, il a recommandé une politique sinon com-plètement conciliante, tout au moins dilato-ire.

Notre gouvernement ne pouvait faire un meilleur choix, pour le représenter près du roi de Prusse, que celui de M. Odo Russel; ce diplomate a déployé pendant de longues années à Rome, en qualité d'ambassadeur in-partibus, des qualités et un talent hors ligne. Ce n'est pas seulement ce grave incident an-glo-russe qui l'a conduit à Versailles; la guerre terrible que se font l'Allemagne et la France y a été pour beaucoup.

Parmi les propositions ou plutôt parmi les bases de paix que M. de Bismark a dû mettre sur le tapis, le bruit court que la Belgique serait appelée à parfaire, entre la France et l'Allemagne, le rôle de tampon qu'elle remplit déjà depuis Verviers jusqu'au Luxem-bourg.

Des renseignements qu'on me donne d'ex-celleute source, et que pourtant j'hésite à ac-cueillir, tant ils sont graves et inattendus, vont bien plus loin, et tendraient à faire pres-

sentir un remaniement considérable de la carte de l'Europe.

Depuis trois ou quatre jours, un traité de paix serait signé entre la Prusse et son pri-sonnier de Wilhelmshöhe. Il aurait pour ba-ses la renonciation de l'Allemagne à la Lor-raine, moyennant le démantèlement de Metz, et l'abandon de l'Alsace par la France, la Prusse ayant laissé entrevoir, toutefois, que cette province pourrait être neutralisée par le Congrès qui se réunira sans doute pour consacrer le nouvel état territorial.

Il serait question aussi de remaniements de territoires en Allemagne même, où la Hesse et le Palatinat joueraient un rôle, mais sur ce point on n'a rien pu me dire de quel-que peu précis.

La neutralisation de l'Alsace serait un des éléments constitutifs de ce tampon dont je vous parlais tout à l'heure et qui compren-drait la Belgique, le Luxembourg, la ligne des Vosges, l'Alsace. Dans quelles con-ditions? Dans qu'elles limites? A cet égard encore mes informations ne précisent rien.

On me dit seulement qu'Anvers serait érigé comme port franc.

L'assentiment même de l'Angleterre se-rait acquis, bien qu'il fût question d'une compensation à donner à la France, aux dé-pens du territoire belge, et à prendre du côté du bassin de Charleroi. Ce serait le don de joyeux retour de la Majesté tombée à Sedan ou de joyeux avènement d'une régence, car ce que l'on voudrait au fond, ce n'est pas de restaurer un souverain que le mépris du monde entier a rendu impossible, mais de retabir un empire où les éléments dynastiques d'hier jouissent un rôle aussi et petit occupant aussi peu de place qu'on voudra.

Bien des intrigues ont été nouées déjà dans ce but et vous en avez, en les dénon-çant, traversé quelques unes. Mais vous n'avez rien dit, que je sache, de la plus ré-cente, qui a bien manifestement ce caractè-re de viser à une restauration où l'em-pire serait réduit à la dose la plus infinité-simale. Il est positif que des démarches ont été faites auprès d'une grande illustration militaire, qui jouit de l'estime et du respect de tous les partis, pour lui faire accepter la régence.

Seulement, la démarche, je puis vous l'as-surer, a été fort mal accueillie.

Un comité de banquiers de Londres a of-fert de souscrire intégralement l'emprunt de la Confédération allemande de cent mil-lions de thalers.

Il se confirme que le général Trochu a re-fusé au prince de Wittgenstein, attaché mi-litaire de la Russie à Paris, de quitter cette capitale sous aucun prétexte, bien qu'il en ait reçu l'ordre de son gouvernement.

Vous savez que les princes de la maison d'Orléans se sont rendus à Paris après la capitulation de Sedan, et ont offert leurs services au général Trochu, qui a cru de-voir les décliner pour le moment. Le duc d'Alençon, second fils du duc de Nemours, n'avait pu alors se joindre à la démarche de ses oncles et cousins, pour cause de ma-ladie. Aussitôt qu'il a été remis, ce prince a aussi offert ses services au gouvernement de la défense nationale. On sait que le duc d'Alençon a épousé une sœur de l'impé-ratrice d'Autriche.

Tout ceci, c'est-à-dire l'exécution du traité, demeure subordonné à la prise de Paris et ajourné nécessairement jusqu'à ce que cet événement, attendu pour bientôt par la Prusse, se soit accompli.

Nous extrayons les passages suivants d'une correspondance de Cologne pu-bliée par le Courier de l'Escaut:

Cologne, 27 nov. 1870.

Les bruits les plus graves couraient ici hier soir. On disait que l'armée de la Loire venait d'être complètement battue, et qu'une sortie de Trochu avec 200,000 hommes avait été repoussée par les Prussiens.

Une bataille a eu lieu dans le Nord, entre les troupes du général Manteuffel et les corps français massés sous Amiens. Cette bataille paraît avoir été très-sanglante. Elle s'est terminée par la retraite des Français, qui ont abandonné Amiens et se sont repliés vers le Sud. La ville a aussitôt été occupée par les Prussiens, qui cependant n'y ont pas établi leurs quartiers, le plan de Manteuffel paraissant avoir plutôt pour objet de se diri-ger sur Lille, où se trouvent massés les derniers forces que les Français possèdent encore dans le Nord.

Sur la Loire et sous le Mans, des actions décisives sont imminentes. Les dépêches d'hier signalaient la continuation de la marche des Prussiens autour du Mans, dans la direction de Vendôme. Un télégramme de Tours, de ce matin, parle d'une avant-garde qui se serait avancée jusqu'à Château-Re-nault, situé à moins de six lieux du siège du gouvernement de la défense. D'autres points importants, tels que Mamers, St-Calais et St-Cosmes sont occupés par nos troupes; il est donc urgent, à moins de sacrifier Tours, que l'armée française du Mans se déploie pour arrêter la continuation des mouvements Prussiens vers le Midi.

Sous Orléans, les opérations se sont bor-nées jusqu'ici à des reconnaissances sur l'is-sue desquelles les dépêches ne sont pas d'ac-cord. — Le gros de l'armée française ne sort pas du camp retranché qu'elle a établi dans la situation que j'ai précédemment in-